

Les cinquante ans de la révolution des Œillets et la guerre des mémoires

Entretien de Béatrice Hibou avec Victor Pereira

Victor Pereira

Instituto de História Contemporânea, NOVA Lisboa, IN2Past

Sociétés politiques comparées, 63, mai-août 2024

ISSN 2429-1714

Éditeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Victor Pereira, « Les cinquante ans de la révolution des Œillets et la guerre des mémoires. Entretien de Béatrice Hibou avec Victor Pereira »,

Sociétés politiques comparées, 63, mai-août 2024,

http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria1_n63.pdf



Les cinquante ans de la révolution des Œillets et la guerre des
mémoires
Entretien avec Victor Pereira
Résumé

À l’occasion des cinquante ans de la révolution des Œillets, Victor Pereira – qui vient de publier *C’est le peuple qui commande. La révolution des Œillets, 1974-1976* – a accordé un entretien à *Sociétés politiques comparées* pour qu’il revienne sur la question des conflits de mémoire autour de cet événement majeur. La révolution des Œillets n’étant pas un « bloc », il souligne la pluralité des mémoires relatives aux années 1974-1976 et leurs usages contemporains. Il aborde également la question de la centralité des débats mémoriels autour de la colonisation et la survivance du lusotropicalisme, vulgate qui occulte en grande partie les violences exercées par le Portugal outre-mer.



The Fiftieth Anniversary of the Carnation Revolution and the
War of Memory. Interview with Victor Pereira
Abstract

On the occasion of the fiftieth anniversary of the Carnation Revolution, Victor Pereira – who has just published a book called *C’est le peuple qui commande. La révolution des Œillets (1974-1976)* –, granted an interview to *Sociétés politiques comparées* to return to the question of the battles of memory surrounding this major event. The Carnation Revolution not being a “bloc”, it underlines the plurality of memories relating to the years 1974-1976 and their contemporary uses. It also addresses the centrality of memory debates around colonization and the survival of lusotropicalism, an ideology which largely obscures the violence exercised by Portugal overseas.



Mots-clés
Colonisation ; Empire ; guerres coloniales ; mémoire ; Portugal ; régimes autoritaires ; révolution ; violence.



Keywords
Authoritarian regimes; colonial wars; colonization; Empire; memory; Portugal; Revolution; violence.

Béatrice Hibou : L’histoire est un « champ de bataille » (Traverso). Quels sont les principaux conflits dans le Portugal contemporain autour des lectures de l’histoire récente, mais aussi plus lointaine ? Et comment ces batailles sur l’histoire nationale structurent-elles le champ politique contemporain ?

Victor Pereira : L’histoire est sans aucun doute un champ de bataille mais le combat reste souvent très inégal. Au Portugal, les principaux débats publics sur l’histoire concernent la colonisation. Cinquante ans après la révolution des Œillets et la fin de l’Empire, de nombreux Portugais continuent d’avoir une vision positive de la colonisation. Une vision héroïque des « Grandes Découvertes » a perduré après 1974, en dépit des longues et coûteuses guerres d’indépendance en Afrique. Lorsqu’il s’agit de baptiser un pont, un quartier ou un aéroport, c’est dans l’imaginaire des « Grandes Découvertes » que les hommes politiques portugais vont souvent puiser. Pour preuve, le futur aéroport de Lisbonne devrait se nommer Luis de Camões (1525-1580), auteur des *Lusiades*, une ode aux navigateurs portugais que Romain Bertrand qualifie de « monument de patriotisme pleurnichard »¹. Les élites politiques présentent souvent l’expansion maritime qui a commencé au début du XV^e siècle comme le début de la globalisation dont le Portugal serait le pionnier. C’est toujours une vision ethnocentriste qui domine.

À partir des années 1950, dans le contexte de la décolonisation, une partie des élites de la dictature salazariste s’approprie les travaux du Brésilien Gilberto Freyre sur le lusotropicalisme. Dès ses premiers ouvrages dans les années 1930, Freyre prétend que les Portugais s’étaient distingués des autres colonisateurs européens car, par essence, ils n’étaient pas racistes. Sous les tropiques, les Portugais se seraient mélangés avec les populations locales et auraient construit des sociétés métissées. L’arrivée des Portugais devient ainsi une rencontre, ce qui occulte les violences qu’ils opèrent et notamment leur rôle décisif dans la traite négrière. Ces théories de Freyre, un temps rejetées au Portugal, servent parfaitement la propagande salazariste dans les années 1950, 1960 et 1970. Elles deviennent le discours officiel de l’État portugais pour justifier l’absence de décolonisation et trouvent même un certain écho à l’étranger. Un Charles de Gaulle affirme, en 1960, que le Portugal a mené en Afrique « une politique d’assimilation et de mélange systématique ». Même Léopold Sédar Senghor, qui avait lu Freyre dans les années 1930, reconnaît une singularité portugaise. Au niveau interne, un lusotropicalisme banal se construit et se diffuse, d’autant plus profondément qu’il s’appuie sur la culture populaire. Par exemple, dans les années 1960, l’équipe de football de Benfica et la sélection portugaise, où évoluent plusieurs joueurs nés en Afrique, sont présentées comme le symbole de la nation pluricontinentale et pluriraciale, exempte de racisme, que promeuvent la propagande et la diplomatie portugaises. Un joueur comme Eusébio, né au Mozambique et star internationale dans les années 1960-1970, est érigé en symbole national. Il sera d’ailleurs enterré au Panthéon national de Lisbonne peu après son décès, en 2014.

Après la révolution, les croyances lusotropicalistes ne disparaissent pas : une grande partie des élites politiques et culturelles du pays continue de présenter les Portugais comme naturellement doués pour rencontrer les autres peuples, pour s’adapter, pour se mélanger. Bien que les guerres d’indépendance aient été particulièrement violentes (faites de plusieurs massacres de civils, de l’usage de napalm, de déplacements forcés de populations, de l’obligation, pour les jeunes hommes africains, de rejoindre l’armée portugaise, etc.), les Portugais continuent de présenter leur colonisation comme bénigne et d’occulter les différentes formes de violence. L’exceptionnalisme portugais perdure. On l’a constaté tout récemment. Peu avant le 25 avril 2024, le président de la République portugaise, Marcelo Rebelo de Sousa, pourtant issu de la droite et fils du dernier ministre de l’Outremer de la dictature, a déclaré que le Portugal devait regarder en face son passé colonial, et plus particulièrement les violences qui y avaient été perpétrées et la participation portugaise à la traite négrière. Il a même suggéré d’envisager des formes de réparation. On ne peut pas dire que ces propos aient été largement soutenus par d’autres acteurs politiques. En outre, le leader du parti d’extrême droite, qui a fait une percée ces derniers mois, passant d’un député en 2019 à cinquante en 2024, a exigé la destitution du président de la République, arguant qu’il avait trahi le pays et son histoire avec ces propos. Ce

¹ R. Bertrand, *Qui a fait le tour de quoi ? L’affaire Magellan*, Lagrasse, Verdier, 2020.

parti a entonné le couplet de l'orgueil et de la fierté, sentiments que devraient ressentir les Portugais face à leur histoire, y compris coloniale. En dépit des travaux d'historiens sur les violences coloniales, de romans qui rompent avec une certaine nostalgie coloniale (comme ceux d'Isabela Figueiredo² ou de Dulce Maria Cardoso³ par exemple), de la mobilisation de militants antiracistes qui s'est développée ces dernières années, le lusotropicalisme est loin d'avoir disparu. Le « roman national » qui voit dans les XV^e-XVI^e siècles l'âge d'or du Portugal est toujours solidement ancré.

Les commémorations du 25 Avril avec le travail de la commission, les grandes manifestations d'une part mais, de l'autre, la remise en cause de la révolution par la droite et l'extrême droite, notamment Chega, mettent en exergue la guerre des mémoires, non seulement à propos de la révolution portugaise, mais aussi et peut-être surtout à propos du régime salazariste. Quelles sont les mémoires en conflit ? Sur quoi s'opposent-elles ? Et que nous disent-elles de la banalisation de ce régime autoritaire et conservateur qu'était l'*Estado Novo* ?

Le soir des élections législatives anticipées du 10 mars 2024, André Ventura, leader du parti Chega, a proclamé que le résultat historique que son parti avait obtenu constituait également un « règlement de compte » avec la révolution et l'une de ses principales conséquences : la décolonisation. Selon lui, le score de Chega est « un règlement de compte avec un pays qui, pendant des décennies, a été étouffé, dominé, manipulé, atrophié par l'extrême gauche et la gauche, qui ont dominé les salles de rédaction, les institutions et notre économie ».

Toutefois, André Ventura est un homme politique qui mêle outrance verbale et prudence. En effet, il évite de parler trop favorablement de Salazar, la principale figure de la dictature. Il reprend certains slogans comme « Dieu, travail, famille, patrie » mais ce ne sont pas des slogans typiquement portugais, on les retrouve plus généralement à l'extrême droite au niveau international. En revanche, il reprend à son compte le roman national glorieux tel qu'on l'enseignait sous le salazarisme : l'indépendance du Portugal au XII^e siècle, la reconquête contre les Musulmans, l'expansion outre-mer. Il reproche toutefois à Salazar d'avoir longtemps freiné la modernisation du pays. En 2020, il ne s'est pas rendu sur sa tombe au moment des cinquante ans de son décès. Néanmoins, comme lors de son vivant, Salazar est sans cesse présent tout en étant invisible (c'est « la rhétorique de l'invisibilité » mise en exergue par le philosophe José Gil⁴) : la dénonciation de la corruption est au cœur du discours de Chega. Ce parti prétend que la plupart des hommes politiques, depuis 1974, sont corrompus, gouvernent pour leur propre intérêt au détriment de la population. Ce discours alimente un mythe que la propagande de la dictature avait diffusé : Salazar, venu d'un milieu pauvre, ne s'est jamais enrichi personnellement alors qu'il est resté 40 ans au pouvoir. Son sacrifice pour le pays a été tel qu'il ne s'est pas marié. Il a fait don de lui au pays. Les dénonciations actuelles de la corruption s'appuient donc sur ce supposé contraste, oubliant que la corruption était endémique sous la dictature, couplée au clientélisme et au caciquisme.

Pour autant, le blanchiment de la dictature n'a pas été inventé par Chega. Dès les années 1980-1990, une partie de la droite a opéré une double opération : blanchir la dictature, présentée comme peu violente par rapport à l'Espagne franquiste ou à l'Allemagne nazie, et présenter la révolution comme une période où le désordre a régné et au cours de laquelle une dictature totalitaire de gauche a failli s'implanter. Les expériences d'autogestion, de contrôle ouvrier, les occupations de terre et de logements, les nationalisations ont été considérées par une partie de la droite comme une tentative de prise de pouvoir par le Parti communiste. De plus, l'indépendance des colonies et l'arrivée au Portugal de près de 500 000 colons portugais ont été dénoncées comme une trahison. Les colons sont érigés en victime d'une décolonisation bâclée, faite pour

² I. Figueiredo, *Carnets de mémoires coloniales*, Paris, Chandeigne, 2021 [édition portugaise : 2009].

³ D. M. Cardoso, *Le retour*, Paris, Stock, 2014 [édition portugaise : 2011].

⁴ J. Gil, *Salazar: a retórica da invisibilidade*, Lisboa, Relógio d'Água, 1995.

répondre aux intérêts du mouvement communiste international. Chega parle également d'une décolonisation ratée et honteuse.

Toutefois, en dépit de ces discours, comme le montrent régulièrement des enquêtes d'opinion, une majorité des Portugais considère que le 25 avril 1974 est la date la plus importante de l'histoire du pays. Et seuls 20 % des Portugais considèrent que l'*Estado Novo* a eu des éléments plus positifs que négatifs. En faisant tomber le régime en une seule journée, en ouvrant les archives de la répression, en patrimonialisant certains espaces d'enfermement politique, la jeune démocratie n'a pas caché la dimension liberticide de la dictature. Une grande partie de la population, notamment les plus âgés, a donc conscience de ce que c'était que de vivre sous la dictature, une vie faite de peur, de persécution, d'absence de liberté et de pauvreté.

Dans le discours de Chega, la question coloniale est de fait centrale. Comment l'expliquer et l'analyser ? Quelle est la part électoraliste (avec notamment le vote des *retornados*, si je fais l'analogie, peut-être fausse, avec, en France, le vote pied-noir en faveur du Front/Rassemblement national) ? À quoi correspond la nostalgie de l'Empire et de la colonisation en Afrique alors qu'il n'est pas envisageable, y compris pour ses sympathisants, d'y retourner ? Que dit-elle des conceptions du politique, et en quoi est-elle « salazariste » et en quoi est-elle tout à fait différente ? De quel ressentiment s'agit-il ?

Chega partage ce lusotropicalisme qui fait que, pour certains Portugais, l'Empire aurait pu continuer des siècles comme le prétendait Salazar. Selon cette idée répandue à l'extrême droite, la majorité de la population dans ce qu'on appelait les provinces d'outre-mer, population prétendument issue d'un métissage pluriséculaire, voulait continuer à vivre sous le giron portugais. Si l'Empire est tombé, c'est qu'il a été trahi par quelques officiers subalternes à la solde du communisme international. Chega partage un refus de la décolonisation et nie l'absence de légitimité de la colonisation.

En 1975, un peu plus d'un demi-million de colons, quittant l'Angola et le Mozambique principalement, se sont installés dans la métropole. C'est une quantité énorme pour un pays qui compte alors environ 9 millions d'habitants. En proportion, c'est bien plus que les rapatriés d'Algérie arrivant en France en 1962. L'accueil a été ambivalent. D'un côté, l'État a déployé de larges moyens pour les faire venir en métropole (un pont aérien est organisé, avec l'aide de plusieurs pays occidentaux mais aussi communistes), les loger, subvenir à leurs besoins. En 1976, un peu plus de 10 % du budget est consacré à l'accueil des rapatriés. Beaucoup d'entre eux étaient nés en métropole et n'étaient partis en Afrique que dans les années 1950-1960. Ils avaient donc de la famille, parfois une maison. La « société-providence » (Boaventura de Sousa Santos⁵) a donc grandement facilité cette réinsertion. Mais, d'un autre côté, ces *retornados* arrivent dans un pays en pleine révolution qui affronte, du fait de la crise provoquée par le choc pétrolier de 1973, un chômage croissant. Ces *retornados* apparaissent donc comme des concurrents sur le marché de l'emploi. L'extrême gauche les présente en outre comme les responsables des guerres coloniales : les soldats métropolitains seraient partis se battre en Afrique pour préserver les privilèges de ces colons, exploités de la main-d'œuvre coloniale et vivant comme des privilégiés. Ces *retornados* n'avaient donc pas toujours bonne presse et on craignait qu'ils rejoignent les mouvements d'extrême droite qui, en 1975, multipliaient les attaques à la bombe contre des locaux du Parti communiste ou de mouvements d'extrême gauche. Pour autant, aucune étude ne démontre que les *retornados* ont massivement soutenu l'extrême droite, ni même la droite. Dans son récent ouvrage⁶, Morgane Delaunay récuse l'idée d'un « vote *retornado* » et défend le fait qu'il y a une dispersion du vote (certains d'entre eux ont ainsi voté pour la Parti socialiste alors que l'extrême droite ne cesse de répéter que Mário Soares est le responsable d'une décolonisation prétendument ratée).

⁵ B. de Sousa Santos, *O Estado e a sociedade em Portugal (1974-1988)*, Porto, Afrontamento, 1990.

⁶ M. Delaunay, *Les retornados. Accueil et intégration des rapatriés de la décolonisation portugaise*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2024.

Cependant, cela n'empêche pas Chega de multiplier les propos sur les *retornados* victimes de la décolonisation, victimes qu'il faudrait dédommager. Électoralement parlant, cela semble peu rentable : beaucoup de colons sont aujourd'hui décédés et il semble peu crédible qu'ils obtiennent un dédommagement un demi-siècle après, d'autant que le principal récit à leurs propos – que de nombreux *retornados* ont eux-mêmes alimenté – met en exergue leur résilience et leur insertion réussie au Portugal. Les *retornados* sont en effet souvent présentés – et se présentent souvent ainsi – comme des entrepreneurs dynamiques qui auraient favorisé la modernisation du pays. Il serait donc peu logique qu'ils obtiennent des dédommagements dont ils n'auraient *a priori* pas besoin. Mais ce discours de Chega permet d'alimenter le procès de la révolution, de la trahison des élites politiques incapables de conserver l'Empire, de défendre les intérêts des colons, et qui au contraire auraient bradé les colonies et laissé les pays communistes (URSS, Cuba) s'implanter dans ces territoires. Cela permet de maintenir l'idée que l'Empire portugais était légitime tandis que les élites politiques post-25 Avril sont des traîtres inféodés à des intérêts étrangers.

La révolution portugaise est désormais un lieu de mémoire qui façonne la démocratie portugaise, mais un lieu de mémoire d'autant plus conflictuel que la révolution était portée par des acteurs très divers aux logiques d'action, aux visions et aux intérêts très différents (ce que tu montres bien dans ton dernier livre qui complexifie la révolution). Ces clivages et ces affrontements se perpétuent-ils aujourd'hui et sous quelles formes ? Comment cette conflictualité dessine-t-elle les contours des débats mais aussi des dynamiques politiques aujourd'hui ? Et que révèle-t-elle du rapport au politique et à l'État aussi bien en termes de libertés publiques que d'égalité (j'ai en tête que le Portugal est un des pays les plus inégalitaires en Europe) ?

La révolution portugaise est un lieu de mémoire conflictuel en effet. Pour reprendre l'expression de Georges Clemenceau, la révolution portugaise n'est pas acceptée par tous « comme un bloc ». À part l'extrême droite, comme on l'a vu, le 25 avril 1974 est accepté par tous les mouvements politiques. Le soulèvement militaire mené par des jeunes officiers qui veulent mettre fin aux guerres en Afrique est considéré comme le moment fondateur. Il met fin à 48 ans de dictature. Et une dictature bloquée qui ne montrait aucun signe de transformation. La dictature avait survécu au départ de la scène politique de Salazar en septembre 1968, Premier ministre depuis 1932. Son successeur, Marcelo Caetano, ne voulait en aucun cas opérer une transition contrôlée vers un régime démocratique. Dans une démarche bonapartiste, il considérait qu'il fallait certes favoriser la modernisation de l'économie du pays – son industrialisation et son ouverture sur les capitaux étrangers – et développer une politique sociale plus protectrice, mais cela ne s'accompagnait pas d'une véritable libéralisation politique. De plus, Caetano n'avait pu accéder au pouvoir qu'après avoir accepté une condition posée par le président de la République qui l'avait choisi : il devait continuer la même politique coloniale que Salazar, c'est-à-dire refuser toute idée de décolonisation, voire même de mise en place d'une fédération (ce qu'essaiera en vain de faire le général Spínola en 1974). Les membres du MFA (Mouvement des Forces armées), mouvement constitué fin 1973 par des jeunes officiers qui veulent mettre fin à la guerre qui, selon eux, a trop duré et ne peut être gagnée militairement, ont donc mis fin à cette double impasse : ils veulent à la fois démocratiser et décoloniser – ce que Caetano ne voulait pas faire, mais que voulaient tous les partis ou mouvements d'opposition à la dictature et tous les partis créés au moment de la révolution. En revanche, d'autres facettes de la révolution ne sont pas appropriées de la même façon par les différents mouvements politiques. Par exemple, la réforme agraire (occupation des terres dans les régions de latifundium du sud du pays) et les nationalisations des banques, des assurances et d'une partie de l'industrie ne sont aujourd'hui défendues que par le Parti communiste portugais et l'extrême gauche. Le parti socialiste – bien qu'il ait défendu ces mesures à l'époque – prend ses distances vis-à-vis de ces remises en cause de la propriété privée et du capitalisme. Pour la droite, en 1975, le Parti communiste portugais, avec l'aide de quelques officiers du MFA dont Vasco Gonçalves, Premier ministre de juillet 1974 à septembre 1975, a essayé d'imposer une dictature totalitaire. C'est pourquoi la droite insiste sur la date du 25 novembre 1975 : ce jour-là, les militaires dits modérés, qui défendent l'implantation d'une démocratie pluraliste, écartent du

pouvoir politique et militaire les fractions les plus à gauche de l'armée, fraction incarnée par Otelo Saraiva de Carvalho, l'officier qui avait organisé l'opération militaire du 25 avril 1974 et qui, pendant la révolution, a soutenu les mouvements sociaux et le « pouvoir populaire ». Pour la droite, le 25 novembre 1975 met fin au péril « communiste » tandis que, pour l'extrême gauche, cette journée met fin aux expériences révolutionnaires, à la construction d'un socialisme à la portugaise. C'est pourquoi la droite veut commémorer le 25 novembre : elle considère que la démocratie s'est fondée en rupture avec la période révolutionnaire. Pour l'extrême gauche et la gauche au contraire, l'originalité de la démocratie portugaise – en contraste avec la démocratie espagnole – est d'être née de la révolution, de la participation populaire, des grèves, des occupations. Entre ces deux visions, le Parti socialiste développe une vision distincte. Mário Soares, secrétaire général du PS à l'époque, est présenté comme un Kerensky ayant résisté aux bolchéviques. Il aurait empêché une prise de pouvoir du PC tout en évitant un retour de l'extrême droite. Il est donc présenté comme l'un des principaux fondateurs de la démocratie libérale, l'artisan de l'entrée du Portugal au sein de la CEE (Communauté économique européenne) – le Portugal demande son adhésion en 1977, alors que Soares est Premier ministre –, tandis que l'extrême gauche lui reproche d'avoir mis fin à l'expérience socialiste, d'avoir entravé les mouvements populaires de base, d'avoir rapidement permis aux latifundiaires de récupérer leurs terres.

N'y a-t-il que les partis politiques qui structurent le débat et s'emparent des mémoires en conflit ? Qu'en est-il de la société dite civile et d'organisations au sein de la société ? Notamment la mémoire de la démocratie sociale, celle qui met en avant les ambitions sociales de la révolution.

Non, vous avez raison, d'autres acteurs interviennent dans ce débat. Par exemple, les anciens capitaines du Mouvement des Forces armées jouent un rôle important dans l'entretien d'une mémoire positive du 25 Avril 1974. Ils ont formé une association – l'association 25 Avril – qui coordonne chaque année différentes activités mémorielles et revendique auprès des autorités la transformation de certains endroits en lieu de mémoire. Cette association n'a pas toujours des relations apaisées avec les gouvernements – notamment ceux de droite – et il est arrivé que l'association se dissocie des commémorations officielles. La mémoire des mobilisations sociales des années 1974-1975 se réactive dans les moments de crise économique. Cela a particulièrement été le cas à la fin des années 2000 et au début des années 2010, période pendant laquelle des manifestations massives, rappelant celles de la révolution, ont eu lieu. Les revendications contre les mesures d'austérité et la situation économique puisaient beaucoup dans l'imaginaire de la révolution. Il s'agissait de rappeler les droits obtenus et consacrés, notamment dans la Constitution de 1976 qui, en dépit des révisions qu'elle a connues, reste assez progressiste. Ces dernières années, le Portugal connaît une grave crise du logement. Le prix de l'immobilier et le montant des loyers ont explosé à cause notamment des effets du tourisme (et de la multiplication des appartements dédiés désormais aux plateformes comme Airbnb) et des investissements réalisés par de riches citoyens européens et extra-européens (qui recherchent un pays désormais à la mode et/ou un « Golden visa » pour pouvoir circuler librement dans l'espace Schengen). Beaucoup de Portugais ne peuvent plus se loger (les salaires n'ont pas du tout accompagné la hausse des loyers). Des manifestations ont lieu régulièrement pour exiger des logements à des prix abordables. Cela renvoie évidemment aux luttes urbaines qui se sont multipliées en 1974-1975 avec de nombreuses occupations de logements, même si, jusqu'à présent, il n'y a pas vraiment d'actions de ce type (occupations de logements vides, etc.).

L'un des apports de vos travaux est de remettre en cause l'image d'un Portugal pacifique et paisible, non violent. Vous le montrez dans votre dernier livre sur la révolution, mais vous le montrez aussi dans

vos travaux antérieurs sur le régime salazariste⁷. Pourriez-vous entrer davantage dans cette analyse de la violence cachée ? S'agit-il d'un discours qui ne fait qu'occulter la violence (à l'instar de toute l'idéologie lusotropicaliste qui permettait d'occulter une violence tout à fait visible, brute dans les colonies) ou alors de pratiques de domination qui exercent une violence moins visible, voire d'une hégémonie sans coercition (ce que j'avais appelé des « douceurs insidieuses ») ? Et ceci pour les colonies comme pour la métropole.

Sous la dictature, une expression était employée par les dirigeants pour qualifier le Portugal : ce dernier serait un pays de « *brandos costumes* », de « douces mœurs ». Il s'agissait d'occulter les violences et les dominations qui s'exerçaient dans le pays : de l'appareil policier et militaire sur la population, des patrons et des employeurs de main-d'œuvre sur leur personnel, des hommes sur les femmes, des parents sur les enfants. En invisibilisant toute violence, il s'agissait également de suggérer que la population acceptait le pouvoir exercé par Salazar, érigé en sorte de bon père de famille, veillant à éviter que ses enfants ne commettent des bêtises, que ce pouvoir était tellement accepté (et soutenu) qu'il n'était pas nécessaire de faire usage de la force. Les opposants au régime n'auraient constitué qu'une poignée d'individus, des fanatiques le plus souvent. Du reste, Salazar prétendait mettre en place un système corporatif. Il refusait à la fois le libéralisme et le communisme et assurait que les classes sociales n'étaient pas antagonistes mais devaient collaborer harmonieusement. Cependant, au grand dam des théoriciens portugais du corporatisme, Salazar chercha surtout à discipliner les acteurs économiques et à mettre en place un système mercantiliste dans lequel le laisser-faire était fort réduit.

En dépit de cette rhétorique des « douces mœurs », le Portugal était sans aucun doute un pays où se déployaient différents types de violences. Les travailleurs se retrouvaient sans droits (ils n'avaient ni le droit de grève, ni le droit de manifester), enduraient des conditions de travail difficiles, des salaires extrêmement bas, et devaient le plus souvent faire mine d'accepter docilement leur domination. En dépit de la répression, des mouvements ouvriers et paysans ont éclaté à plusieurs reprises. Et pour avoir une meilleure vie, des centaines de milliers de Portugais sont partis à l'étranger, souvent clandestinement. La police politique a constamment utilisé la torture pour obtenir des informations, mais aussi pour briser les individus qui s'opposaient à la dictature. Et en Afrique la violence coloniale a été brutale en dépit des discours lusotropicalistes.

Dès les années 1980-1990, quelques personnes ont présenté l'*Estado Novo* comme un régime plutôt « doux » en comparaison avec d'autres dictatures. Selon eux, la répression politique avait provoqué peu de morts. Le régime avait certes fondé un camp d'internement (créé au Cap-Vert en 1936) mais les opposants n'étaient pas éliminés physiquement. Ce raisonnement est évidemment réducteur. Si le régime a duré près de quatre décennies, c'est sans aucun doute car il a su obtenir le soutien d'une partie de la population, usant de « douceurs insidieuses ». Mais c'est aussi car il a su instiller au sein de la population une « violence préventive », comme la nomme l'historien Fernando Rosas⁸. Le régime a su s'appuyer sur les forces sociales traditionnelles (l'Église catholique, les notables ruraux, etc.) afin de contrôler la population, mettre un point d'arrêt aux aspirations. Et il a diffusé la peur au sein de la population, et notamment la peur de la police politique. Partout dans le pays, les individus craignaient d'être arrêtés pour avoir critiqué Salazar à la taverne, pour s'être opposés à leurs patrons, pour avoir ralenti le travail à l'usine. La police politique a réussi à faire croire qu'elle était omniprésente, directement ou par le truchement de ses informateurs. Cette croyance a conduit de nombreuses personnes à ne pas se mobiliser, à conserver leur quant-à-soi, à privilégier les actions qui semblaient ne pas défier directement le régime (comme l'émigration par exemple). Le régime a donc su prévenir les mobilisations plutôt que d'avoir à réprimer. En maniant peur et douceurs insidieuses. Et en emprisonnant à la moindre suspicion, permettant ainsi de diffuser la crainte au sein de la population.

⁷ V. Pereira, *C'est le peuple qui commande. La révolution des Œillets, 1974-1976*, Bordeaux, Les éditions du Détour, 2023 ; V. Pereira, *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

⁸ Voir F. Rosas, *L'art de durer. Le fascisme au Portugal*, Paris, Les éditions sociales, 2020 [édition portugaise : 2013].

Dans d'autres travaux, vous avez montré comment l'émigration des Portugais ordinaires pendant le salazarisme traduisait tout à la fois, de la part des migrants eux-mêmes, une volonté d'éviter la misère et les guerres coloniales mais aussi les contraintes d'une vie inégalitaire et politiquement bridée au Portugal, surtout dans le monde rural. Vous avez également montré comment ces migrations ont déstabilisé les structures sociales et économiques de ce Portugal rural, contribuant à remettre en cause l'ordre social à la base du salazarisme. Vous avez enfin mis au jour les tentatives d'encadrement de l'émigration par le régime pour éviter toute « contamination » démocratique ou socialiste des communautés portugaises en Europe (et particulièrement en France). Vous avez donc « politisé » un mouvement migratoire jusqu'alors présenté comme économique et totalement dépolitisé parce que réalisé par des populations pauvres, analphabètes et apathiques.

Issus en grande partie de la paysannerie du centre et du nord du pays – régions de petites exploitations familiales où l'encadrement de l'Église catholique est étroit –, les émigrés ont souvent été présentés comme incapable d'une quelconque action. Quand on parle d'émigration, on parle souvent de « vague », de « flux », de « flot », autant de mots qui font des émigrés des sujets de phénomènes économiques qui les dépasseraient, et en aucun cas des acteurs ayant des stratégies et des manières de voir propres. Les émigrés font ainsi partie des absents de l'historiographie du XX^e siècle portugais : on les évoque pour leur nombre, pour le volume des remises financières. Mais on aborde très rarement leur subjectivité ou la façon dont ils ont contribué à changer substantiellement le pays dans les années qui ont précédé la révolution des Œillets. Dans les archives de la police politique, j'ai notamment trouvé des notes dans lesquelles des agents avaient compris que l'émigration avait radicalement changé les rapports de pouvoir dans les usines ou dans les campagnes. Les émigrés avaient introduit avec eux des nouvelles idées, des nouveaux désirs (la découverte des « allocations familiales » que touchaient les épouses des travailleurs en France a fait naître le désir d'être mieux protégés face à certains « risques » comme la maternité). Les travailleurs disposaient d'une plus grande marge de manœuvre face au patronat. S'ils n'obtenaient pas satisfaction, ils pouvaient partir à l'étranger. L'*exit* ne réduisait pas la *voice*, bien au contraire.

L'émigration se révélait également éminemment politique car elle déstabilisait le *statu quo* qu'essayait de préserver Salazar entre les différentes fractions de l'élite politique et économique. Les départs massifs de paysans provoquaient le mécontentement des moyens et grands propriétaires ruraux et des industriels qui employaient une main-d'œuvre rurale contrainte à la poly-activité, dans le centre et le nord du pays. Cette partie de l'élite n'a cessé de protester contre l'émigration, qu'elle présentait comme une menace pour l'existence du pays tel qu'elle le concevait : un Portugal essentiellement rural. Elle s'appuyait sur les discours réactionnaires de Salazar qui présentait l'industrialisation et l'urbanisation comme un danger et ne cessait de tresser les louanges de la vie rurale. Dans les années 1960, Salazar fit mine de soutenir ces élites conservatrices, aggravant les peines contre les émigrants clandestins et les passeurs, ordonnant à la presse de n'évoquer que de manière négative les départs (les dangers encourus par les émigrants, victimes de passeurs sans scrupule). Mais, dans les faits, un laisser-faire prédomina et il semble que tant Salazar que la direction de la police politique (qui devait surveiller les frontières et réprimer l'émigration clandestine) s'accommodèrent de départs illégaux qui avaient en outre l'avantage de dédouaner le gouvernement de toute responsabilité. Le directeur de la police politique reconnaissait ainsi que la répression aurait eu des effets politiques pervers. Et Salazar connaissait l'intérêt économique et financier de l'émigration : l'obtention de devises étrangères, essentielles pour financer les guerres en Afrique qui avaient débuté en 1961, et la modernisation à marche forcée de l'agriculture et de l'industrie du fait de la réduction des excédents de main-d'œuvre peu qualifiée. En coulisses, dans les années 1960, un débat opposait des hauts fonctionnaires entre eux, et certains mettaient en avant les avantages de l'émigration pour la modernisation du pays. Ce n'est qu'après le départ de Salazar de la scène politique que les principaux dirigeants du pays ont reconnu les avantages de l'émigration massive et son rôle positif. Cette reconnaissance a révélé l'évolution des rapports

de force au sein des élites économiques et politiques du pays et la prédominance désormais prise par les grands groupes économiques qui lorgnaient du côté de l'Europe.

Comment comprendre ces dynamiques au regard de la révolution ? Ou plutôt, comment la révolution a-t-elle modifié ces dynamiques migratoires et leurs logiques politiques ?

Les départs massifs et ses effets (hausse des marges de manœuvre de ceux qui restaient ; sentiment « d'insécurité sociale », pour reprendre l'expression de Robert Castel⁹, provoqué par l'apprentissage, *via* les émigrés, de l'État-providence français ; conscience de plus en plus partagée d'un retard du pays par rapport au reste de l'Europe occidentale...) ont provoqué, avec la lassitude des guerres coloniales et le désir de liberté, une grande désaffection vis-à-vis de la dictature. Le 25 avril 1974, personne n'est sorti dans la rue pour défendre la dictature. Un changement était attendu par une grande partie de la population.

Toutefois, après le 25 avril 1974, cette dynamique n'a pas totalement été saisie par les nouveaux dirigeants. Une partie d'entre eux – notamment les officiers du MFA qui ont organisé le coup d'État – a craint que ne se reproduise au Portugal ce qui s'était produit au Chili l'année précédente. L'un des slogans de la révolution des Œillets est ainsi : « Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe. » Le MFA craignait notamment que l'extrême droite s'appuie sur la paysannerie du centre et du nord du pays qui, selon lui, n'aurait pas compris les changements introduits à partir du 25 avril 1974. Certes, la dictature était tombée comme un château de cartes en à peine 18 heures, le 25 avril, mais le MFA redoutait que les structures mentales de la dictature ne perdurent au sein d'une population peu lettrée, toujours sous la coupe, pensait-on, des notables ruraux et des curés réactionnaires. Pour lutter contre l'obscurantisme, le MFA met en place des campagnes de dynamisation culturelle dans les campagnes : on organise des pièces de théâtre, des concerts, des conférences, on soigne les bêtes, etc. Un certain paternalisme et une certaine ignorance des évolutions récentes qu'ont connues les campagnes ne sont pas absents dans ces pratiques. Les officiers du MFA omettent le fait que ces zones rurales ont beaucoup changé les années précédentes et qu'elles se sont ouvertes, *via* l'émigration, à l'Europe occidentale. Grâce aux émigrés, les Portugais restés au pays connaissent l'État-providence, savent que la démocratie n'est pas synonyme de communisme comme le prétendaient les notables salazaristes. Certes, c'est une émigration de petits propriétaires qui veulent conserver leurs terres et voient d'un mauvais œil tous les projets de réforme agraire (qui vont se développer dans le sud du pays à partir de la fin de l'année 1974, avec l'occupation de grandes exploitations). Mais ils ne sont pas pour autant des nostalgiques de la dictature : s'ils sont partis, c'est qu'ils fuyaient la guerre, la misère et les inégalités sociales.

Cette interprétation vaut-elle aujourd'hui alors que l'on voit un renouveau de l'émigration portugaise à partir des années 2000-2010 ? Comment ces départs sont-ils vus aujourd'hui et le passé est-il convoqué, aussi bien dans ses lectures historicistes (la longue durée de la mobilité portugaise, une nation impériale et pluricontinentale) que dans des références plus récentes (le salazarisme) ?

Dans les années 2010, dans le contexte des effets de la crise financière de 2008 au Portugal et des mesures d'austérité prises par les gouvernements (avec l'intervention de la troïka – Commission européenne, Banque européenne, Fonds monétaire européen), près de 900 000 Portugais ont émigré. Ce courant migratoire a été particulièrement politisé, principalement par l'extrême gauche (Parti communiste, Bloc de gauche). Il a été perçu comme un échec de la démocratie portugaise incapable de conserver sa population. Après le 25 Avril, les dirigeants portugais avaient présenté l'émigration massive comme le résultat de la dictature qui avait maintenu les salaires bas et empêché l'industrialisation du pays. Les émigrés étaient présentés comme des victimes de la dictature. Cependant, juste après le 25 Avril, les mêmes dirigeants n'ont pas invité les émigrés à revenir, bien au contraire. Le discours adressé aux émigrés était qu'ils devaient rester à l'étranger car le

⁹ R. Castel, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, 2003.

Portugal ne pouvait pas les accueillir, le pays étant alors confronté aux effets de la crise de 1973, à la réduction des investissements dans le contexte révolutionnaire et à l'arrivée d'un demi-million de *retornados* venus principalement d'Angola et du Mozambique. Les émigrés étaient plus utiles à l'étranger et ils devaient continuer à envoyer leurs économies au pays (économies qui représentaient 8 % du PIB en 1973). Par contre, on promettait que, dans le futur, les Portugais ne seraient pas contraints de partir, qu'on construirait un pays où tous pourraient rester s'ils le désiraient

Après la révolution, les autorités ont développé une politique de lien avec les émigrés qui cherchait surtout à s'assurer de la continuation de leurs investissements au pays (construction de maisons notamment) et du maintien d'une volonté de retour (ce qui motivait leurs investissements financiers). Les émigrés étaient aussi instrumentalisés dans l'entreprise de reformulation du discours sur la nation portugaise qui, pendant des décennies, s'était appuyé sur les colonies. Le Portugal, précurseur des conquêtes européennes à l'étranger, avait une dimension mondiale. Ce n'était pas un « petit pays » comme le scandait une affiche célèbre de la propagande de la dictature. En perdant son empire en 1974-1975, le Portugal redevenait après des siècles une petite puissance réduite à l'Europe. Même si les dirigeants portugais ont fait de l'adhésion à la CEE une priorité, la dimension universelle n'est pas abandonnée pour autant. C'est ainsi que les Portugais à l'étranger – qu'on a désigné sous l'expression de « communautés portugaises » – ont été investis d'un nouveau rôle : ils ont été dépeints en descendants des Vasco de Gama et autres navigateurs. On leur a prêté les qualités qu'on attribuait aux colons en Afrique – adaptation, capacité de métissage et fidélité au Portugal. Ce n'est pas pour rien que le 10 juin, jour de la race sous la dictature, est devenu à partir de 1977 « le jour du Portugal, de Camões et des Communautés portugaises ». De même, un des logos d'une des organisations publiques chargée de gérer l'émigration était une caravelle... On a inscrit l'émigration dans l'histoire héroïsée – et sans aucun esprit critique – de la colonisation, un discours de la grandeur. Pour autant, les émigrés ont souvent été vus avec condescendance. On a beaucoup moqué leurs maisons – qui pour certains saccageaient le paysage avec leur style « français » ou « suisse » –, leurs voitures (et leur conduite), leur prétendue ostentation, leur prétendu mauvais goût culturel (notamment musical). On a fait des émigrés des Rastignac ridicules. C'était évidemment une lutte de classements : pour les classes moyennes urbaines, il s'agissait de se distinguer des émigrés ayant acquis à l'étranger un capital financier parfois non négligeable. Au lieu d'être présentés comme des acteurs de la modernisation – comme se sont présentés les *retornados* avec un certain succès –, les émigrés ont souvent été considérés comme des survivances d'un Portugal archaïque dont on voulait la disparition. C'est pourquoi les flux des années 2010 ont été politisés. Après le 25 avril 1974, l'émigration n'a jamais cessé (notamment dans les années 2000) mais elle n'était pas du tout médiatisée. À partir des années 1990, les médias et les chercheurs en sciences sociales s'intéressaient surtout à l'immigration : la venue de Brésiliens, d'Ukrainiens, de Moldaves, de Cap-verdiens, de Chinois, d'Indiens. Que le Portugal devienne un pays d'immigration était vu très favorablement. Après des siècles d'émigration au cours desquels le Portugal exportait ses travailleurs peu qualifiés, que des personnes viennent travailler au Portugal et y assurer des boulots que les nationaux ne voulaient plus faire, c'était un signe de la modernisation prétendument réussie du pays ! Il y avait certes de la xénophobie mais elle n'était pas instrumentalisée politiquement car, au fond, l'immigration était vue positivement. Le Portugal devenait également européen grâce à ces immigrés. Or, dans les années 2010, des personnes qui pensaient ne jamais devoir émigrer, des personnes qui pensaient que l'émigration n'était « réservée » qu'à des classes populaires ayant un faible capital culturel ont dû partir pour avoir un emploi, payer leur crédit, assurer l'éducation de leurs enfants. Cela a provoqué une forte colère, a révélé l'ampleur de leur déclassement. Beaucoup devaient accepter des emplois en dessous de leurs qualifications.

D'ailleurs, depuis les années 2010, nombreux ont été ceux qui ont refusé la catégorie d'émigré et ont préféré celle d'exilé qui les distinguait. Et c'est ainsi que cette émigration a été construite comme un des symboles de l'échec de la démocratie, qu'on a convoqué les « valeurs d'Avril » (en chantant notamment *Grândola Vila Morena* pour critiquer les ministres du gouvernement de droite entre 2011 et 2015).

Le Portugal est de nos jours un important pays d'immigration (avec une migration provenant notamment du sous-continent indien et du Brésil) mais aussi d'émigration. De nombreux jeunes quittent le pays et s'emploient en Europe occidentale, bénéficiant de la libre circulation. Le débat public raffole du discours de la génération la mieux préparée (la plus diplômée) pour développer l'idée d'un *brain-drain*. Cela occulte le fait que le Portugal compte toujours une population moins diplômée à l'échelle européenne. Et les partis de droite – comme Iniciativa liberal – présentent ce flux comme le résultat des gouvernements socialistes. L'émigration est donc particulièrement politisée, à l'image de la migration en général. Et l'extrême droite portugaise adapte aujourd'hui les fantasmes du « grand remplacement » de son équivalent français : selon elle, ce sont les gouvernants qui font partir les Portugais à l'étranger... afin de les remplacer par des immigrants venant de pays musulmans détruisant ainsi la culture portugaise !

L'AUTEUR

Historien, chercheur à l'Instituto de História Contemporânea de l'Université nouvelle de Lisbonne, Victor Pereira est un spécialiste de l'histoire du Portugal au XX^e siècle. Ses travaux portent sur l'histoire des mobilités, de la dictature salazariste et de la révolution des Œillets. Il vient de publier *C'est le peuple qui commande. La révolution des Œillets (1974-1976)*, aux Éditions du Détour.

ABOUT THE AUTHOR

Victor Pereira is a historian, researcher at the Instituto de História Contemporânea of the New University of Lisbon. His research focuses on the history of Portugal in the 20th century, mainly on history of mobilities, the Salazarist dictatorship and the Carnation Revolution. He recently published *C'est le peuple qui commande. La révolution des Œillets (1974-1976)* [It is the People who Command: The Carnation Revolution (1974-1976)], Bordeaux, Les éditions du Détour.